

Source : <https://www.sortirdunucleaire.org/Le-TNP-a-t-il-un-futur-p-16>

Réseau Sortir du nucléaire > Informez
vous > Revue "Sortir du nucléaire" > Sortir du nucléaire n°45 > **Le TNP a-t-il un futur ?**

1er avril 2010

Le TNP a-t-il un futur ?

Le Traité de non-prolifération (TNP) va tenir sa Conférence d'examen en mai 2010 à l'ONU. Pour ses 40 ans le bilan est maigre : les États "dotés"1 d'armes nucléaires en 1970 s'étaient engagés à les éliminer, les États "non dotés", en contrepartie, ne devaient pas en acquérir. La situation actuelle montre que c'était un marché de dupes. Peut-on attendre du nouveau cette année ?

A la fin de la guerre froide, certains ont pu croire que la menace de destruction de la planète par les armes nucléaires était une page du passé. Vingt ans après, le constat est dramatique : 20 000 bombes sont toujours en service dont plus de 2000 en état d'alerte. Sur un signal radar perçu comme une attaque de missile, l'apocalypse nucléaire peut être déclenchée en 30 minutes.

L'arrivée de Barack Obama ouvre une nouvelle perspective. Dans son discours de Prague en mai 2009, il a proposé l'objectif d'un "monde libéré des armes nucléaires". Et il a fait voter cet objectif au Conseil de sécurité de l'ONU en septembre 2009. A l'unanimité. Seul Nicolas Sarkozy a risqué une remarque désobligeante : "Nous vivons dans un monde réel, pas un monde virtuel".

Car la France désapprouve l'élimination des armes nucléaires. Nicolas Sarkozy l'a affirmé à Cherbourg en mars 2008 : "La sécurité de la France repose sur sa force nucléaire. Dans le cadre de la dissuasion, il serait possible de procéder à un avertissement nucléaire". Le PS et l'UMP sont d'accord. Dans un rapport parlementaire de décembre 2009 ils affirment que "la détention des armes nucléaires rend responsable le comportement de son détenteur sur la scène internationale". Un feu vert à la prolifération !

Pour les deux partis politiques dominants, non seulement le nucléaire militaire est nécessaire pour de très nombreuses décennies, mais le nucléaire civil aussi. Il est vrai que l'un approvisionne l'autre. Avec le Commissariat à l'énergie atomique (CEA) Nicolas Sarkozy contrôle à la fois Areva et la DAM (Direction des applications militaires). Ainsi le président est l'agent commercial en chef du nucléaire civil et militaire avec un "bon" produit : un réacteur nucléaire permet de produire le plutonium d'une vingtaine de bombes par an.

Premier enjeu de la Conférence d'examen du TNP en mai 2010 : les 189 États réunis vont-ils décider d'une Convention d'élimination comme dans le cas des armes chimiques ? C'est nécessaire, car l'article VI prévoit bien l'élimination des armes nucléaires mais sans fixer de programme ni de

calendrier. L'Assemblée générale de l'ONU a voté à une forte majorité une délibération dans ce sens en 2007, mais les États "dotés" ont voté contre, à l'exception de la Chine.

Deuxième enjeu : le développement du nucléaire civil sera-t-il toujours jugé un "pilier" du TNP ? La France le rappelle dans chacune de ses interventions. L'AIEA (l'Agence internationale de l'énergie atomique) est chargée par le TNP de la promotion de l'énergie nucléaire. Une nouvelle agence pour les énergies renouvelables a vu le jour, l'IRENA. La Conférence d'examen va-t-elle en tenir compte ?

Enfin dernier enjeu : la "sécurité". La doctrine des pays "dotés" peut-elle être modifiée ? Nombreuses sont les demandes que les États "dotés" ne soient plus en état d'alerte comme pendant la guerre froide. Et que la "sécurité" de chaque pays ne repose plus sur l'insécurité maximum des pays voisins. Mais c'est un refus catégorique de la part, entre autres, des États-Unis et de la France.

La pression citoyenne devra s'exprimer fortement pour que cette Conférence d'examen prenne des décisions. A New York, 250 Français seront présents. En France aussi des actions sont prévues auxquelles vous êtes invités (voir page suivante).

Dominique Lalanne
do.lalanne@wanadoo.fr

Notes :

1 : Les États "dotés" sont les États-Unis, la Russie, la France, la Grande-Bretagne et la Chine. Actuellement seuls 3 États n'ont pas adhéré au TNP, l'Inde, le Pakistan et Israël et se sont équipés d'armes nucléaires. La Corée du Nord a quitté le TNP en 2003 pour faire la bombe en 2006.